

Manche

ÉDUCATION. Réaction du SNES FSU après l'annonce du ministre 1 800 postes, « ça va être compliqué »

QUOTIDIEN LA PRESSE DE LA MANCHE | mercredi 19 septembre 2018

325 mots | -



À la prochaine rentrée, 1 800 postes devraient être supprimés dans le secondaire.

L'ANNONCE s'est très rapidement diffusée : dans une interview parue dans Le Figaro lundi, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, a annoncé pour 2019 la suppression de 1 800 postes dans l'Éducation nationale. C'est l'enseignement secondaire qui est principalement ciblé, sans oublier le domaine administratif, qui devrait payer un tribut de l'ordre de 400 postes.

« On s'attendait à ce genre de nouvelle, confesse Pascal Roger, secrétaire départemental de la Manche du SNES FSU. La réforme du lycée qui a été présentée au préalable nous laissait déjà entrevoir ces suppressions de postes. Mais l'annonce est brutale et avec le retour des heures supplémentaires, cela nous fait penser aux années Sarkozy. »

Action en octobre

À l'échelle de l'Académie, le représentant départemental craint un impact douloureux. « Il y a des académies qui vont gagner des élèves et d'autres qui vont en perdre, comme l'académie normande. On peut donc craindre ces suppressions qui seront difficiles à encaisser dans un contexte compliqué, avec des effectifs déjà très chargés. En parallèle, le ministre évoque un taux d'encadrement de l'ordre de 25 élèves par classe, je ne vois pas bien comment cela va être réalisable. » Le représentant syndical l'affirme : cette question sera de nouveau évoquée lors d'une journée d'action intersyndicale prévue au début du mois d'octobre, avec, comme point de désaccord commun, « la politique anti-sociale de ce gouvernement ».

Concernant l'annonce d'une hausse des salaires et du pouvoir d'achat des enseignants, Pascal Roger indique : « Il y a beaucoup de difficultés de recrutement à l'échelle nationale, avec un

début de carrière souvent très complexe, loin de sa famille dans des établissements difficiles. La profession n'attire pas les jeunes et dans ce contexte, je ne pense pas que cette revalorisation va suffire. »

Carole LE GOFF